Les classements et leur signification

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Le Global Financial Centres Index

Le classement le plus cité est le Global Financial Centres Index, publié pour la première fois en mars 2007 par le think tank londonien Z/Yen et, depuis 2015, réalisé conjointement avec le China Development Institute de Shenzhen. Il paraît deux fois par an et combine une enquête en ligne auprès de professionnels de la finance avec quelque 140 à 150 facteurs quantitatifs tirés de sources telles que la Banque mondiale, l'OCDE et les Nations unies.[1] La quarantième édition, publiée le 16 septembre 2026, reposait sur 39 531 évaluations émanant de 6 147 répondants et classait 117 places.

Dans cette édition, New York arrivait en tête avec 761 points, suivie de Londres avec 757, de Hong Kong avec 756 et de Singapour avec 755. Shanghai, Tokyo, Séoul, Shenzhen, Dubaï et Zurich complétaient les dix premières places. Genève gagnait six places pour atteindre le douzième rang avec 747 points, Abou Dhabi gagnait huit places pour se hisser au treizième rang et Luxembourg occupait le dix-septième.[2] Dans l'édition précédente de mars 2026, Dubaï et Tokyo étaient entrées dans les dix premières à la place de Chicago et de Los Angeles.[3] Cette édition indiquait aussi

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

qu'un seul point séparait chacune des quatre premières places et que les répondants considéraient la prévisibilité comme le facteur réglementaire le plus important et le coût comme le moins important.[4]

Ce que mesure l'indice

L'indice mesure une perception et un environnement. Son enquête demande à des professionnels de noter les places qu'ils connaissent. Ses facteurs quantitatifs décrivent les conditions d'activité, le capital humain, les infrastructures, le développement du secteur financier et la réputation. Cette méthode a trois conséquences pour le lecteur. Premièrement, les écarts d'un ou deux points entre les places de tête relèvent du bruit statistique, de sorte qu'un changement de rang entre Hong Kong et Singapour en dit peu sur l'activité réelle. Deuxièmement, l'indice favorise les grandes places aux fonctions multiples au détriment des places spécialisées. Genève, centre mondial de la gestion de fortune privée et du négoce de matières premières, se classe derrière des places généralistes comme San Francisco ou Séoul. Troisièmement, l'enquête reflète l'humeur du moment, si bien que les événements politiques et la couverture médiatique font bouger les notes plus vite que l'activité elle-même.

L'indice est en outre publié en partenariat avec un institut chinois, ce qui a conduit certains observateurs à s'interroger sur son traitement des places chinoises. La présence de Shanghai, Shenzhen et Pékin parmi les vingt premières peut refléter leur importance réelle, puisque la Chine continentale possède certains des plus grands marchés du monde. Le lecteur doit néanmoins tenir compte de la provenance de tout classement et le comparer à d'autres.

Autres mesures

Le rapport annuel du Boston Consulting Group sur la fortune mesure autre chose : le montant de la fortune financière comptabilisée par des non-résidents dans chaque place. Selon cette mesure, qui se rapproche le plus du cœur de métier des banques privées, Hong Kong et la Suisse étaient en tête en 2025 avec environ 2,9 billions de dollars US chacune, sur un total mondial de 15,7 billions de dollars US en hausse de

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

8,4 %.[5] Singapour se classait troisième avec environ 2,1 billions de dollars US, devant les États-Unis avec 1,6 billion de dollars US.[6] Cette mesure porte sur des volumes et ne dit rien de la qualité de la réglementation ni du coût des affaires.

Le World Competitiveness Ranking de l'école de commerce IMD de Lausanne, publié depuis 1989, évalue des économies entières. Dans son édition 2024, Singapour se classait première, la Suisse deuxième, Hong Kong cinquième, les Émirats arabes unis septièmes et le Royaume-Uni vingt-huitième. L'édition 2026, parue en juin 2026, couvrait 70 économies.[7] Les enquêtes sur le coût de la vie, comme celle de Mercer, placent Hong Kong, Singapour, Zurich et Genève parmi les villes les plus chères du monde, ce qui compte pour les entreprises qui y transfèrent du personnel.[8] Les projections migratoires, comme celles de Henley & Partners citées plus haut, enregistrent les mouvements des personnes fortunées.

Lire les classements en pratique

Aucun classement ne saisit à lui seul la compétitivité d'une place financière. Chacun mesure une dimension, et ces dimensions pointent souvent dans des directions différentes. Singapour se classe derrière Hong Kong dans le Global Financial Centres Index et pour la fortune transfrontalière. Elle la devance pour le négoce des changes et, dans le classement IMD de 2024, pour la compétitivité de l'économie dans son ensemble, tandis que les Émirats arabes unis devancent les deux villes pour l'attraction des migrants fortunés. Un usage judicieux des classements consiste à identifier la dimension qui compte pour une décision donnée et à en suivre l'évolution sur plusieurs années.

Les gouvernements utilisent aussi les classements comme instruments de politique. La Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière), le gouvernement de Hong Kong et les autorités de Dubaï citent les classements favorables dans leur communication et se servent des défavorables pour justifier des réformes. La concurrence entre les places est donc en partie une concurrence de récits, dans laquelle les classements servent de preuves. Un lecteur attentif distingue les données sous-jacentes de leur présentation.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Notes

1. Wikipedia, « Global Financial Centres Index » (consulté en novembre 2026) : publié pour la première fois en mars 2007, deux fois par an, réalisé par Z/Yen et, depuis 2015, conjointement avec le China Development Institute. Z/Yen et China Development Institute, *The Global Financial Centres Index 39* et *40*, pages de synthèse (longfinance.net, consulté en novembre 2026) : le GFCI 39 du 26 mars 2026 reposait sur 147 facteurs instrumentaux et 34 468 évaluations émanant de 5 218 répondants ; le GFCI 40 du 16 septembre 2026 reposait sur 144 facteurs instrumentaux provenant de tiers, dont la Banque mondiale, l'OCDE et les Nations unies, 39 531 évaluations émanant de 6 147 répondants, 117 places dans l'indice principal. ↩
2. Wikipedia, « Global Financial Centres Index » (consulté en novembre 2026), tableau du GFCI 40 (septembre 2026) : New York 761, Londres 757, Hong Kong 756, Singapour 755, Shanghai 754, Tokyo 753, Séoul 752, Shenzhen 751, Dubaï 750 (–2), Zurich 749 (+1), San Francisco 748, Genève 747 (+6), Abou Dhabi 746 (+8), Luxembourg 742 (17e). ↩
3. Z/Yen, page de synthèse du *GFCI 39* (longfinance.net), précitée : « Dubai and Tokyo enter the top 10, replacing Chicago and Los Angeles. » ↩
4. Mondo Visione, « Global Financial Centres Index 39 – Top Four Financial Centres Clear Leaders », 26 mars 2026 (mondovisione.com) : un point d'écart entre chacune des quatre premières places ; la prévisibilité comme facteur réglementaire le plus important, le coût comme le moins important. La page de synthèse de Z/Yen ne mentionne pas ces points. ↩
5. Boston Consulting Group, communiqué de presse du 27 mai 2026 (bcg.com) : « Cross-border wealth rose 8.4% globally to $15.7 trillion » ; Hong Kong 2,9 billions de dollars US. ↩
6. Caproasia, « BCG Global Wealth Report 2026 », 4 juin 2026, précité : les cinq premiers centres de comptabilisation en 2025 sont Hong Kong, la Suisse, Singapour (2,1 billions de dollars US), les États-Unis (1,6 billion de dollars US) et le Royaume-Uni. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

7. Wikipedia, « World Competitiveness Yearbook » (consulté en novembre 2026) : publié par l'IMD depuis 1989 ; rangs 2024 : Singapour 1, Suisse 2, Hong Kong 5, EAU 7, Royaume-Uni 28. IMD World Competitiveness Center, « World Competitiveness Ranking » (imd.org, consulté en novembre 2026) : édition 2026 parue en juin 2026, couvrant 70 économies. ↩

8. Mercer, *Cost of Living City Ranking 2024* : Hong Kong première, Singapour deuxième, Zurich troisième et Genève quatrième sur 226 villes, cité dans le volume consacré à Genève. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com